

E/1952.03.26 — André Malraux : «L'Etat n'est pas fait pour diriger l'art, mais pour le servir», entretien accordé à Frank Elgar, *Carrefour* [Paris], n° 393, 26 mars 1952, p. 1 et 5.

André Malraux

«L'Etat n'est pas fait pour diriger l'art, mais pour le servir»

Pourquoi questionner Malraux sur *«Les Voix du silence»* dont l'édition courante sort actuellement ? N'avons-nous pas analysé le livre et ce livre n'est-il pas une réponse en lui-même, – réponse dès à présent à la portée de tous les esprits attentifs ? Aussi avons-nous cru préférable de provoquer les réactions de l'auteur à l'énoncé de thèmes qui n'avaient pas, logiquement place dans son ouvrage.

Notre collaborateur, Frank Elgar lui a donc posé quelques questions que d'autres, moins indulgents et moins assurés que lui, eussent sans doute trouvés indiscretes, sinon insidieuses. Mais André Malraux n'est pas homme à les esquiver, lors même qu'elles concernent l'art dans ses rapports avec l'actualité et la vie, qu'elles requièrent une prise de position et de responsabilité.

Voici le dialogue Elgar-Malraux ...

Question — Pour quelles raisons, par quel chemin dans quelle intention, le romancier que vous êtes a-t-il été amené à écrire sur l'art ?

A. Malraux — J'ai écrit des romans, mais je ne suis pas «un romancier». J'ai vécu dans l'art depuis mon adolescence. Un pays sans sculpture ni peinture est pour moi un pays muet : d'où la faiblesse de ma relation avec l'Islam.

Je crois que la civilisation qui s'élabore avec notre siècle doit être celle de la fin de l'Europe ou (peut-être et) du premier héritage réel du passé. Mon problème est celui

d'une nouvelle prise de conscience de l'homme. Prise que j'ai tentée ici dans le domaine qui m'est familier.

Question — Le développement des musées est-il souhaitable ? N'est-ce pas un danger ? Et le musée ne serait-il pas un symptôme de décadence artistique, d'affaiblissement de nos facultés créatrices ? Aux grandes époques de civilisation, en effet, on se souciait moins de conserver les formes du passé que d'en créer de nouvelles. Ne vous semble-t-il pas que l'extension et la généralisation de la culture ne s'accompagnent nullement d'une aptitude accrue de l'homme à la délectation artistique ou à la compréhension des chefs-d'œuvre ?

A. Malraux — Qu'appellez-vous «grandes époques» ? Les époques de transcendance, n'est-ce pas ? Alors, si l'histoire se substitue à la transcendance, le musée est inévitable. Il n'est pas un cimetière, mais une interrogation véhémement. Il n'est pas le cadavre de la cathédrale, mais il succède à la cathédrale.

Notre art est né du musée et en a suscité le développement par une sorte de dialectique propre. Grâce au musée, nous prenons connaissance de formes anciennes sans perdre pour autant notre intérêt pour les formes nouvelles.

Question — On nous dit : «Il faut sauver Versailles ! Il faut sauver Sèvres !» Etes-vous de cet avis ? N'est-ce pas avouer notre incapacité à construire un nouveau Versailles, à instituer une nouvelle manufacture de Sèvres ? Aux touristes étrangers, la France n'a à montrer que Versailles, le Louvre, les cathédrales, les hôtels du Marais, les châteaux de la Loire... Notre temps ne saurait-il donc rien bâtir de comparable ?

A. Malraux — Il faut certainement sauver Versailles. Notre pays serait-il capable, dites-vous, de construire un nouveau Versailles ? Et les autres ? Les Etats-Unis, par exemple, ont un puissant style brut. Mais, attention ! L'Empire State n'est pas la place du Capitole.

Et puis, vous soulevez le problème de l'architecture, passionnant certes, mais trop complexe pour que nous l'envisagions ici dans son ampleur. Nous n'aurons pas de nouveau Versailles; néanmoins, si vous montrez Paris à vos touristes, vous pouvez leur montrer la ville d'où vient, depuis plus d'un siècle, la peinture du monde.

Question — Statues de nos places publiques, décorations murales de nos monuments, billets de banque, timbres-poste, calendriers, objets utilitaires, partout s'étalent la laideur, le mauvais goût, l'art d'assouvissement. Comment expliquer que la France, étant incontestablement de pays le plus riche en artistes en œuvres originales, puisse être également le pays qui les dédaigne le plus ?

Malraux sourit. Il fait un geste qui signifie : encore un sujet qui nécessiterait de larges développements et nombreuses distinctions ! Cependant il est pris si peu au dépourvu qu'il déclare aussitôt :

A. Malraux — Nous pouvons déplorer, en effet, ces offenses au bon goût. Mais nos bonnes affiches sont supérieures à toutes les autres, sauf peut-être aux japonaises, qui leur doivent beaucoup.

Depuis que la France est devenue reine incontestée de la peinture, ses maisons sont devenues consternantes : la banlieue de Paris est l'une de plus laides d'Europe. Toutefois, ce que nous appelons ici la laideur n'est pas une dégradation de la beauté, ni son contraire. Elle a surgi en même temps que l'art moderne, elle n'existait pas avant lui.

Cézanne et Bouguereau sont deux morceaux d'une même civilisation brisée. Ni les maîtres de Chartres ni Michel-Ange n'avaient à côté d'eux de Bouguereau – et ils n'étaient en aucune façon Cézanne. L'art a changé de fonction.

Question — Nous voici conduits à envisager ce que pourrait, ce que devrait être, en régime de démocratie parlementaire, la fonction artistique de l'Etat. Croyez-vous possible, en un tel régime, une direction saine, juste, intelligente et perspicace de la vie artistique nationale ? Si vous le croyez, dans quelles conditions cette politique pourrait-elle s'exercer ?

A. Malraux — Grand Dieu ! que l'Etat, en art, ne dirige rien !

Ou bien l'on dirige l'art en tant qu'autre chose, qui n'a de l'art que le nom qu'on lui prête, en Russie notamment. Il est alors utilisé comme instrument de propagande, comme moyen de convaincre, etc. Ce qu'on justifie en promettant des cathédrales et en

faisant des Meissonier ou des Rochegrosse aussi privés de passeport que de simples citoyens.

Ou bien l'on prétend diriger l'art en tant qu'art. Ce qui n'a aucun sens, une telle direction exigeant des lois et l'art de notre époque n'en reconnaissant pas (il en a reconnu jadis). La contradiction fondamentale de notre temps, c'est que nos institutions – Ecole des beaux-arts, enseignement du dessin, prix de Rome, Institut – sont fondées sur des survivances.

Question — Ne croyez-vous pas cependant que l'Etat est parfois nécessaire. Et s'il est nécessaire, quand ?

A. Malraux — Des tâches bien définies lui incombent : musées, expositions, commandes. Et, dans cet ordre d'activité, il dispose actuellement de hauts fonctionnaires dont certains sont au moins égaux aux meilleurs d'autrefois – ce qui n'est vrai que dans le domaine de l'art. De large compétence et d'esprit libéral dans l'ensemble, ils ont sans nul doute bien servi la cause de l'art. Qu'on songe aux inestimables apports d'un Hackin, aux initiatives de MM. Jaujard, Georges Salles et, au Petit-Palais, d'André Chamson ! Ne négligeons pas, non plus, l'action du conseil des musées nationaux, si efficace depuis quelques années.

Les problèmes administratifs (assez minces) réglés, les subventions (assez faibles) accordées, l'Etat vaut pour l'art ce que valent ceux qui s'en occupent. Florence a été Florence parce que Laurent était Laurent, non parce que ses méthodes étaient exceptionnelles.

Résumons : l'Etat n'est pas fait pour diriger l'art, mais pour le servir. Et il le sert dans la mesure où ceux à qui il en confie la charge le comprennent.

Question — Pensez-vous qu'un ministre des Beaux-Arts pourrait exercer sur notre vie artistique une influence heureuse ?

A. Malraux — Un ministre passionné ne rencontrerait pas beaucoup d'obstacles, à cause de l'indifférence des autres. L'art n'a pas de vrais ennemis et l'art moderne n'en a plus de dangereux.

Question — A supposer que vous fussiez ce ministre des Beaux-Arts, que feriez-vous ? Quel serait votre programme immédiat ?

Cette fois, nous nous sommes peut-être avancés un peu loin. Notre interlocuteur aperçoit la malice de la question. Il nous fait un signe complice et répond :

A. Malraux — D'abord, je ne suis pas candidat. Ce programme, n'importe qui pourrait l'établir et l'exécuter aussi bien. Il ne serait pas impossible de refaire du Louvre le premier musée du monde : il s'agirait de récupérer le bâtiment occupé par le ministère des Finances et d'enrichir les collections nationales par l'annexion des grands chefs-d'œuvre dispersés, les Georges de la Tour, les Ingres, Les Goya, etc.

Je voudrais qu'on rassemblât des reproductions irréprochables des cent chefs-d'œuvre français et qu'on les mit à la disposition des musées de province.

Il me semble indispensable de rattacher les sections artistiques du Musée de l'homme aux musées nationaux (elles dépendent du Museum).

Qu'on enfouisse dans des caves, et qu'elles n'en sortent plus, les horreurs des Tuileries et du Luxembourg. Et qu'on érige à leur place des sculptures de Rodin, Renoir, Maillol, Despiau, etc. Pourquoi ne ferait-on pas du jardin des Tuileries un musée en plein air ?

Il serait désirable d'affecter les bâtiments du Jardin d'acclimatation au Musée des arts et traditions populaires et d'exécuter le plan des musées d'époques (moyen âge, XVII^e, XVIII^e, etc.). Enfin le rattachement aux Beaux-Arts du haut-commissariat au Tourisme est, à mon avis, une décision qui s'impose.

Question — Si nous discernons bien l'idée directrice de ce programme, votre méfiance de l'Etat est aussi grande que votre confiance dans l'homme.

A. Malraux — S'il n'y a pas d'art d'Etat, l'Etat doit faire que l'art touche le plus grand nombre possible de Français, atteigne tous ceux qu'il peut réellement atteindre. On n'est ni créateur ou amateur sur commande, mais on n'est ni l'un ni l'autre si l'on ne voit pas l'art dans ses authentiques manifestations. Démocratie, ici, veut dire : permettre au plus grand nombre d'hommes de voir le plus large éventail de grandes œuvres.

Malraux : «L'Etat n'est pas fait pour diriger l'art, mais pour le servir» (entretien de 1952)

Après une telle déclaration, le problème des rapports de l'art avec l'Etat devient singulièrement plus clair et sa solution plus rapprochée.